



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

 **OBJECTIFS**  
DE DÉVELOPPEMENT  
**DURABLE**



# **TRANSFORMER LE MONDE À TRAVERS L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

La FAO et le Programme de développement  
durable à l'horizon 2030

# SOMMAIRE

**PAGE 4**

INTRODUCTION

**PAGE 5**

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS LE PROGRAMME 2030

**PAGE 6**

MESSAGES CLÉS

**PAGE 7**

OBJECTIF FAIM ZÉRO

**PAGES 8-9**

«C'EST ENCORE LOIN?»

**PAGES 10-13**

NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE

**PAGES 14-15**

DES POPULATIONS SAINES, UNE PLANÈTE SAIN

**PAGES 16-17**

LE CLIMAT CHANGE. L'AGRICULTURE DOIT CHANGER AVEC

**PAGES 18-19**

CONTRE VENTS ET MARÉES: LE DÉFI DE LA RÉSILIENCE

**PAGES 20-21**

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ÇA COMPTE

**PAGES 22-23**

S'UNIR POUR LES ODD

**PAGES 24-25**

SOUTIEN AUX POLITIQUES

**PAGES 26-31**

RASSEMBLER LES FORCES AU NIVEAU DES PAYS

**PAGE 32**

SUIVRE LES AVANCÉES

**PAGE 33**

TABLEAU DES INDICATEURS DONT LA FAO EST GARANTE

**PAGES 34-35**

RÉFÉRENCES









# INTRODUCTION

Dans un monde de plus en plus fragilisé, il nous appartient d'agir sans tarder pour préserver les moyens d'existence, assurer la pérennité de notre planète et garantir des résultats durables. Le Programme 2030 est là pour nous guider. Mais le consensus historique qui l'a vu naître doit être assorti d'une véritable détermination politique à le mettre en œuvre.

Dix-sept objectifs de développement durable (ODD). Cent soixante-neuf cibles. Deux cent trente-deux indicateurs. En septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont exprimé à l'unanimité une nouvelle vision pour l'humanité. En associant des principes généraux à des repères précis, le Programme 2030 trace une voie audacieuse. Il enjoint franchement à la communauté internationale de mettre fin à la pauvreté, à la faim et à la malnutrition. Sa vision est celle d'une vie saine, prospère et digne, reposant sur des écosystèmes florissants, à la portée de tous et sans laissés pour compte.

Formulé explicitement dans l'objectif 2 «Faim zéro», et implicitement dans les autres ODD, le concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle sous-tend le Programme 2030. C'est là un concept inséparable de l'urgence à éliminer les privations extrêmes, à revoir les systèmes alimentaires

au sens le plus large, à relever les défis climatiques, à renforcer la résilience de la communauté, et à gérer les ressources naturelles et la richesse de la biodiversité de manière responsable.

Pourtant, dans bien des domaines, les progrès s'essoufflent – et ce, sans véritable justification.

Vu leur ambition et leur envergure, les ODD ont été décrits comme une marée soulevant tous les bateaux. Ils s'appliquent à tous les pays, développés et en développement. Les priorités peuvent varier, tout comme les besoins et les capacités. Les stratégies et plans de mise en œuvre sont conçus et élaborés au niveau national. Mais l'action doit être menée globalement. À une grosse décennie de l'échéance, les partenariats sont cruciaux et le leadership essentiel.

Dans cette aventure, le monde a tout à perdre ou à gagner.

## FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Dans ce qui se semble se dessiner comme un nouvel élan politique, quelque 50 pays ont soumis des examens volontaires au Forum politique de haut niveau des Nations Unies 2019. Cette réunion intergouvernementale, qui se tient pour la quatrième année consécutive, identifie les avancées et les obstacles, propose des orientations et des recommandations, et imprime un élan institutionnel à l'accomplissement du Programme 2030.

# L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS LE PROGRAMME 2030

Plus de 820 millions de personnes, soit un neuvième de la population mondiale, souffrent toujours de sous-alimentation chronique, et plus d'un enfant sur cinq est en retard de croissance.

Mais la malnutrition n'est pas seulement liée à la faim: la mauvaise qualité des régimes alimentaires provoque des carences en micronutriments. La santé des individus et des populations pâtit d'une épidémie d'obésité et des maladies non transmissibles qui en découlent. D'un pays à l'autre, les répercussions du changement climatique fragilisent les acquis du développement et aggravent les tensions dans les zones de conflit. L'urbanisation incontrôlée dégrade les écosystèmes et trahit la promesse de la prospérité pour tous. Enfin, alors que l'épuisement des ressources menace la pérennité de la planète, l'humanité semble assister, indifférente, à une érosion de la biodiversité de nature à compromettre irrémédiablement son avenir.

Dans ce contexte alarmant, les déshérités des campagnes, soit les quatre cinquièmes de tous ceux vivant dans la pauvreté, risquent de n'être vus que comme un casse-tête supplémentaire. Ils sont, bien au contraire, une ressource inexploitée,

**C'est en mettant l'accent sur l'alimentation et l'agriculture, et au prix d'investissements dans le secteur familial et dans la transformation des campagnes, que l'accomplissement des ODD devient possible.**

pour peu qu'on ait la vision et le courage de les traiter comme tels. En effet, socialement démunis et affligés des pires indicateurs nutritionnels, les producteurs familiaux n'en fournissent pas moins de 80 pour cent des aliments consommés au plan global. Dans de nombreux pays, l'agriculture reste le plus gros employeur et le principal secteur économique, à la fois problème majeur et clé du progrès.

Pour atteindre les ODD, c'est cette dernière dimension qu'il s'agit d'exploiter. Le Programme 2030 reconnaît le lien fondamental entre les personnes et la planète, l'agriculture et la durabilité. Cette prise de conscience doit de toute urgence se traduire par des investissements dans les populations rurales, les agriculteurs familiaux, les communautés de pêcheurs, les forestiers et les pasteurs, ainsi que dans des systèmes alimentaires mieux équilibrés, plus équitables et moins coûteux, dans l'innovation agricole, et dans une gestion des ressources naturelles alliant le respect de l'environnement à la quête d'une sécurité alimentaire et de moyens d'existence décents pour tous.

## ODD: UN CERCLE VERTUEUX

Les actions visant à atteindre l'ODD 2 (éliminer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable) dynamiseront les progrès dans la plupart des autres objectifs et cibles, notamment ceux concernant la pauvreté (ODD 1), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité entre les sexes (ODD 5), l'eau (ODD6), la croissance économique (ODD8), l'industrie, l'innovation et l'infrastructure (ODD9), les inégalités (ODD10), la production et la consommation durables (ODD12), les changements climatiques (ODD13), les océans (ODD14), les écosystèmes, la biodiversité et les forêts (ODD15) et l'avènement de sociétés pacifiques (ODD16).

# MESSAGES CLÉS

## **NOUS DEVONS INVERSER LA TENDANCE DE LA FAIM SI NOUS VOULONS RÉALISER LES ODD D'ICI 2030.**

L'augmentation récente de la faim dans le monde a ralenti. Mais plus de 820 millions de personnes n'ont toujours pas assez à manger. La persistance de tels niveaux de faim menace de faire échouer le Programme 2030. Pour que le monde change de cap, les rouages politiques doivent impérativement s'inverser. La communauté internationale doit faire des efforts pour mettre fin aux conflits, atténuer la variabilité climatique, réduire les inégalités et investir dans la création de sociétés plus égales et inclusives. Des programmes de protection sociale doivent être mis en place, ou alors transposés, là où ils existent déjà, à très grande échelle.

## **NOUS DEVONS TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES POUR POUVOIR À LA FOIS NOURRIR LA POPULATION, SOIGNER LA PLANÈTE ET CRÉER DES MOYENS D'EXISTENCE RÉSILIENTS.**

Pour alimenter une population de quelque 10 milliards de personnes à l'horizon 2050, nous devons nous orienter vers des pratiques agricoles et de consommation durables et soucieuses de la nutrition, concevoir et mettre en œuvre des politiques de croissance favorables aux pauvres, et soutenir les moyens d'existence des petits exploitants et des agriculteurs familiaux. Il faut renforcer leur résilience aux chocs et aux stress, et reconnaître et encourager l'importance de leur rôle pour répondre à la demande de régimes alimentaires plus sains. Des cadres juridiques doivent être mis en place pour garantir l'accès des petits exploitants aux ressources productives.

## **NOUS DEVONS ENCOURAGER LA TRANSFORMATION RURALE ET INVESTIR DANS LE POTENTIEL DES POPULATIONS VULNÉRABLES, SANS ABANDONNER PERSONNE.**

L'investissement dans la vie rurale est essentiel pour freiner la migration de détresse et jeter les bases de sociétés durables. Des efforts systématiques doivent être mis en œuvre pour fournir aux personnes les plus démunies un accès à la terre, aux ressources, à la santé, à la protection sociale et au financement, ainsi que pour promouvoir l'adoption de l'agriculture biologique, de l'agroécologie, de l'agroforesterie, de l'aquaculture et de l'élevage. Des politiques territoriales intégrées doivent être déployées pour promouvoir la numérisation des sociétés, des villes et des campagnes, afin de stimuler l'esprit d'entreprise, d'autonomiser les femmes et de créer des emplois décents et variés pour les jeunes des zones rurales.

En tant qu'organisme spécialisé des Nations Unies, la FAO jouit d'une longue expérience dans la mise en œuvre de projets prenant en considération les trois volets du développement durable (social, économique et environnemental) et conçus pour ne laisser personne pour compte. La capacité technique de l'Organisation, son envergure mondiale, son savoir-faire en matière de suivi et son expérience dans la création de partenariats et l'élaboration de politiques peuvent aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030.

# OBJECTIF FAIM ZÉRO

L'accomplissement du Programme 2030 nous appelle à redoubler nos efforts.

Le moment est en effet venu de transposer les actions en cours à plus grande échelle. Dans un esprit de solidarité mondiale pour relever les défis communs, les États élargissent leur participation, constituent de nouveaux partenariats et rassemblent tous les acteurs du développement, notamment le système des Nations Unies, la société civile, le secteur privé, la communauté des bailleurs, le monde universitaire ou les coopératives.

Des plateformes nationales sont mises en place pour développer des programmes et des politiques plus intégrés, afin de mieux relier entre eux les différents objectifs. Dans le même temps, des mécanismes multipartites et de nouvelles structures de gouvernance participative responsabilisent l'action politique, tout en contribuant à mobiliser les capacités, les informations, les technologies et l'accès aux ressources financières et de production.

Plus la coopération internationale s'élargit, plus le soutien des Nations Unies s'oriente vers le conseil en matière de politiques, le renforcement des capacités institutionnelles et le suivi des progrès accomplis. Le rôle du système des Nations

**Le nombre encore extrêmement élevé de personnes souffrant de malnutrition risque de compromettre l'objectif «Faim zéro». Il est fondamental de compter sur un engagement renouvelé pour concrétiser la vision qui a inspiré les ODD.**

Unies en tant que facilitateur fiable et neutre des processus de soutien et des partenariats est essentiel.

Pour la FAO, les partenariats multipartites sont l'un des principaux moteurs de son soutien au Programme 2030. L'Organisation joue un rôle de premier plan dans les domaines de la gouvernance et des approches participatives à l'élaboration des politiques, en réunissant les différents acteurs, gouvernementaux ou non, en vue d'échanger des points de vue, de partager des données et normes essentielles, et d'aider les pays à mettre en œuvre des actions inclusives et transversales.

Aux niveaux mondial, régional et national, la FAO noue des partenariats visant à créer des environnements propices pour que les politiques et les programmes induisent des changements en profondeur dans les domaines de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable. L'Organisation s'emploie à renforcer les capacités des parties prenantes et à mobiliser des ressources pour redoubler les efforts destinés à transformer le monde rural et éradiquer la pauvreté et la faim.

**LA PRISE DE  
CONSCIENCE DE  
L'URGENCE  
MONDIALE  
CONDUIT À LA  
CONSTITUTION  
DE NOUVELLES  
ALLIANCES  
POUR LES ODD**

# «C'EST ENCORE LOIN?»

## EN ROUTE VERS L'OBJECTIF FAIM ZÉRO

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU se sont engagés à réaliser les 17 ODD, dont l'objectif

**FAIM ZÉRO**  
D'ICI 2030



EN 2030,  
LA POPULATION  
MONDIALE DEVRAIT  
S'ÉLEVER À QUELQUE



8,3 milliards



**LA DEMANDE DE NOURRITURE AUGMENTERA**

Accroître l'investissement dans l'agriculture. Construire des infrastructures de marché et améliorer les biens publics pour accroître la productivité et les revenus ruraux.

ODD 1 2 9 10



Gérer durablement les forêts, les océans, l'eau, la terre et les sols – et promouvoir une approche écosystémique pour obtenir de meilleurs rendements agricoles avec moins d'intrants.

ODD 2 6 13 14 15



**LA FAIM TOUCHE PLUS DE 820 MILLIONS DE PERSONNES**



Promouvoir des politiques nutritionnelles, y compris une éducation alimentaire et des approches de consommation et de production mettant l'accent sur les bienfaits à long terme pour la santé.

ODD 2 3



Créer des systèmes de protection sociale, tels que repas scolaires et transferts d'espèces. Sans nourriture, les êtres humains ne peuvent ni apprendre, ni mener une vie saine et productive.

ODD 1 2 3 4 8 10



L'AUGMENTATION DE LA  
**DEMANDE ALIMENTAIRE AUGMENTE LA CONCURRENCE POUR LES RESSOURCES NATURELLES**



**LA MALNUTRITION TOUCHE 1 PERSONNE SUR 3 ET TOUTES LES NATIONS**

LE SURPOIDS ET L'OBÉSITÉ SONT EN HAUSSE



Améliorer le fonctionnement des marchés de denrées alimentaires, et limiter l'extrême volatilité des prix des aliments.

ODD 2 7 12 17



Rendre les systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs et résilients.

ODD 2 7 12 17



**UNE GRANDE PARTIE DE LA NOURRITURE PRODUITE EST PERDUE OU GASPILLÉE**



QUASIMENT

**4 PAUVRES SUR 5 VIVENT EN ZONE RURALE**



Concevoir des stratégies de croissance en faveur des pauvres dans les zones rurales en ciblant les plus marginalisés.

ODD 1 2 8 9 10





Les actions dans ce graphique ne sont pas présentées dans un ordre particulier.

Affronter les causes profondes de l'inégalité. Donner aux pauvres un accès à la santé, à l'éducation, à la terre, à la finance et aux nouvelles technologies.

ODD 1 2 10 17



## LES INÉGALITÉS AUGMENTENT TANT AU SEIN D'UN MÊME PAYS QU'ENTRE LES PAYS



EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET EN ASIE DU SUD

## LES JEUNES SONT EN NOMBRE CROISSANT



Diversifier les emplois ruraux à travers des activités non agricoles destinées aux jeunes afin de ralentir leur exode vers les villes.

ODD 1 2 9 11 16 17



Garantir aux femmes rurales un accès égal aux ressources, aux opportunités de revenus et à l'éducation.

ODD

1 2 3 4 5 8 10



## L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EST UNE CONDITION INDISPENSABLE À LA PROSPÉRITÉ



## LA HAUSSE DES ÉMISSIONS DE GES EXACERBE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Transformer l'agriculture afin qu'elle contribue à la réduction des combustibles fossiles.

ODD 2 7 13 17



## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

MET EN PÉRIL LA PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE, LES STOCKS ICHTYQUES ET LES PÊCHES



Adopter des approches holistiques, telles que l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture de conservation.

ODD 2 7 13 17



## LES ÉPIDÉMIES DE RAVAGEURS ET DE MALADIES TRANSFRONTIÈRES

AUGMENTENT DE MANIÈRE ALARMANTE



Entériner de bonnes pratiques de prévention, de lutte et de surveillance des maladies menaçant la production animale, la santé publique et le commerce.

ODD 2 3 8 17



## LA MONDIALISATION INTENSIFIE LA DEMANDE D'INFORMATION



DE TECHNOLOGIE ET DE PARTICIPATION

Bâtit des institutions et mécanismes offrant des normes, critères et données internationales, et promouvoir la coopération entre les pays et les partenaires.

ODD 2 16 17



## LES CONFLITS ET LES CRISES

SONT DE PLUS EN PLUS PROLONGES



Renforcer la résilience des communautés rurales pour faire face aux chocs, aux crises et aux catastrophes qui ne laissent d'autre choix que la migration.

ODD 1 2 10 16



2030



# NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE

## METTRE L'ACCENT SUR LES POPULATIONS RURALES

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, qui a débuté cette année, coïncide largement avec l'échéance du Programme 2030. Elle vise à sensibiliser le public sur le sort d'une population qui, malgré son importance critique pour l'économie, reste parmi les plus vulnérables au monde. En effet, les agriculteurs familiaux ont beau satisfaire les quatre cinquièmes de nos besoins en nourriture, leurs moyens de subsistance ne tiennent souvent qu'à un fil. Ils forment un grand groupe marginalisé, dont l'autonomisation est pourtant indispensable à la réalisation des ODD.

### LES PETITS EXPLOITANTS ET AGRICULTEURS FAMILIAUX

**DE QUI S'AGIT-IL?** Les petits exploitants et les agriculteurs familiaux, qui comprennent des producteurs, pêcheurs, forestiers, bergers et travailleurs ruraux, représentent environ 2 milliards de personnes.

**QUEL EST LEUR RÔLE?** Ils travaillent la terre, gèrent des forêts, pêchent ou élèvent poissons et bétail pour produire la plupart des aliments que nous consommons. En tant que



#### KENYA

Amina Alice prépare de l'eau avec des suppléments nutritionnels pour les poulets de sa ferme du comté de Tharakanithi.  
©FAO/Luis Tato

gardiens des ressources naturelles de la planète, leurs décisions quotidiennes sont essentielles à la sécurité alimentaire et à la santé des écosystèmes mondiaux.

**POURQUOI LES AIDER?** Le secteur rural est déjà marqué par un profond esprit d'entreprise. Un meilleur accès des agriculteurs aux ressources, à l'emploi, aux revenus et aux investissements peut renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, augmenter la durabilité des ressources naturelles,



fournir des gains de productivité et dynamiser la croissance.

**COMMENT Y ARRIVER?** En favorisant une politique d'investissement et de croissance pro-pauvres et un large accès aux programmes de protection sociale. En développant les infrastructures rurales, les marchés et les liens entre la ville et le monde rural. En diversifiant l'emploi rural avec des activités non agricoles et en fournissant aux agriculteurs de nouvelles technologies abordables.



## LES FEMMES RURALES

**DE QUI S'AGIT-IL?** Dans les pays en développement, les femmes rurales constituent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole.

**QUEL EST LEUR RÔLE?** Elles ont une contribution déterminante à l'agriculture et à l'économie rurale. Sans elles, point de sécurité alimentaire et nutritionnelle: dans la plupart des sociétés, ce sont principalement les femmes qui assument la responsabilité des activités ménagères et de l'éducation des enfants.

**POURQUOI LES AIDER?** L'autonomisation des femmes est le meilleur moyen d'améliorer le bien-être général. Il est démontré que lorsque les femmes ont un accès égalitaire aux ressources, aux activités rémunératrices, à l'éducation et à la protection sociale, la production agricole et la disponibilité alimentaire augmentent, tandis que le nombre de pauvres et de personnes souffrant de faim diminue.

**COMMENT Y ARRIVER?** En renforçant le droit des femmes à la terre et à la propriété, ainsi que leur participation au marché du travail et à la prise de décisions en milieu rural. En favorisant l'accès à des technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre afin de libérer du temps pour que les femmes se consacrent à des activités plus productives. En investissant dans la nutrition des femmes et dans une agriculture sensible à la nutrition.



# NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE



## MOZAMBIQUE

Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie.  
©FAO/Filipe Branquinho



## GUATEMALA

Cuisine traditionnelle dans le département majoritairement autochtone du Quiché.  
©FAO/Luis Gustavo Sánchez Díaz

## LES JEUNES RURAUX

**DE QUI S'AGIT-IL?** Il est prévu que le nombre des 15 à 24 ans augmente fortement dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, régions qui connaissent une croissance démographique soutenue.

**POURQUOI LES AIDER?** La migration des jeunes à la recherche d'un emploi des campagnes à la ville modifie la démographie des pays en développement, contribuant au vieillissement des communautés rurales et à l'augmentation de la pression sur les centres urbains.

**QUEL EST LEUR RÔLE?** Les jeunes sont les forces vives de la société. Forts d'une importante capacité de production et d'un grand potentiel d'innovation, ils sont les mieux placés pour fusionner les méthodes agricoles modernes avec les connaissances traditionnelles.

**COMMENT Y ARRIVER?** En étendant les politiques de création d'emplois au-delà de l'agriculture afin de rajeunir la main-d'œuvre du secteur rural. En investissant dans l'éducation et dans la formation des jeunes pour améliorer leurs compétences et multiplier leurs débouchés.

## LES PEUPLES AUTOCHTONES

**DE QUI S'AGIT-IL?** Les peuples autochtones et les pasteurs représentent environ 15 pour cent de la population pauvre mondiale, soit plus de 370 millions de personnes réparties dans plus de 70 pays.

**QUEL EST LEUR RÔLE?** Leur contribution au patrimoine mondial et à la sécurité alimentaire est majeure, par leur compréhension de la gestion des écosystèmes.

**POURQUOI LES AIDER?** De plus en plus marginalisés à cause de violations de leurs droits fonciers, et



#### TURQUIE

Ali Hager est un réfugié syrien, bénéficiaire des programmes de la FAO en matière de résilience.  
©Robin Hammond/NOOR pour FAO

particulièrement vulnérables aux effets climatiques, ils abandonnent leurs terres traditionnelles pour rejoindre les villes. Au problème de l'urbanisation, qui a généré une pauvreté économique extrême, s'ajoutent les répercussions sur les écosystèmes, longtemps gérés par les peuples autochtones.

**COMMENT FAIRE?** En veillant à ce que les droits fonciers autochtones soient respectés. En favorisant leur participation aux processus de développement. En améliorant l'accès au marché et aux ressources techniques et financières, ainsi que les possibilités d'échanges et l'activité commerciale.

## LES POPULATIONS VULNÉRABLES

**DE QUI S'AGIT-IL?** Toutes les personnes vivant dans des zones exposées aux conflits, aux catastrophes et aux crises. En 2018, 74 millions de personnes réparties dans 21 pays et territoires touchés par un conflit se trouvaient en situation de crise, telle que définie par le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

**QUEL EST LEUR RÔLE?** Ce sont surtout des populations rurales travaillant dans le secteur agricole et devant faire face à des conditions dangereuses pour produire des aliments et survivre.

**POURQUOI LES AIDER?** Le fait de vivre dans des situations de crise prolongées augmente considérablement la vulnérabilité. Environ 60 pour cent de la population souffrant de la faim dans le monde, soit de l'ordre de cinq cents millions de personnes, vivent dans des pays en conflit.

**COMMENT Y ARRIVER?** En renforçant la résilience par le développement des capacités, la diversification des activités, la promotion de l'emploi rural et l'investissement dans la protection sociale sous forme d'assistance alimentaire, d'aides en espèces et de cantines scolaires.

# DES POPULATIONS SAINES, UNE PLANÈTE SAINES

**LES ODD  
VIENNENT  
RÉPONDRE À  
L'INSTABILITÉ  
GLOBALE ET À LA  
MULTIPLICATION  
DES GRANDS  
DÉFIS,  
NOTAMMENT LE  
BESOIN DE  
PRODUIRE PLUS  
AVEC MOINS DE  
RESSOURCES**

Dans un contexte d'expansion démographique,  
le développement aux dépens de  
l'environnement n'est plus une option.

L'époque des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD, 1990-2015) a eu des effets bénéfiques à grande échelle, réduisant de moitié la proportion des individus touchés par la faim. Mais ces progrès n'ont pas été sans coûts considérables pour l'environnement. L'agriculture à forte intensité d'intrants et de ressources a contribué à la déforestation, à la pénurie d'eau, à l'épuisement des sols et à des émissions élevées de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, il y a plus d'individus à nourrir, avec moins d'eau et moins de terres productives. Le Programme

2030 reconnaît officiellement le besoin de préserver les ressources naturelles et la biodiversité, qui doivent être gérées de manière responsable, dans l'intérêt commun de la planète et de ceux qui l'habitent. L'agriculture et les systèmes alimentaires doivent être transformés pour mettre fin aux approches énergivores, qui favorisent gaspillage et spoliation. Les décideurs et leurs partenaires doivent encourager des modes de production et de consommation durables, tout en garantissant des normes de gouvernance plus strictes et une prise de décision plus inclusive.

## L'HEURE D'UNE RÉVOLUTION PLUS VERTE

La Révolution verte entre le milieu et la fin du XXe siècle a permis de répondre au besoin d'augmenter la productivité agricole pour suivre le rythme de croissance rapide de la population. L'heure est désormais venue de lancer une deuxième révolution verte, dans laquelle l'agriculture continue de fournir des aliments sains et abondants tout en promouvant la conservation et l'utilisation des services écosystémiques et de la biodiversité. L'inversion des tendances qui conduisent à la dégradation des ressources naturelles, à la déforestation, à la salinisation des sols et à la désertification est possible. Il existe des approches qui permettent de produire de manière durable des aliments plus sains et en plus grande quantité avec moins de ressources, réduisant ainsi l'impact sur les écosystèmes naturels, notamment les forêts et les zones humides.





**RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE  
POPULAIRE LAO**

L'heure du déjeuner à l'école  
primaire Ban Bor dans le  
district de Xay.

©FAO/Manan Vatsyayana

## UNE VISION COMMUNE POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

L'équilibre entre les différentes dimensions de la durabilité est au cœur de la Vision commune de la FAO pour une alimentation et une agriculture durables. Avec ses partenaires, la FAO a mis au point des approches durables dans des domaines tels que l'agroécologie, l'agroforesterie, la biotechnologie, l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture de conservation, qui associent les connaissances traditionnelles, la technologie moderne et l'innovation. Le renforcement des capacités facilite leur adaptation par les communautés et les pays afin de garantir leur pertinence et leur applicabilité au niveau local.

## CINQ PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. Améliorer l'efficacité d'utilisation des ressources
2. Conserver, protéger et améliorer les écosystèmes naturels
3. Protéger et améliorer les moyens d'existence en milieu rural et le bien-être social
4. Améliorer la résilience des populations, communautés et écosystèmes
5. Promouvoir la bonne gouvernance des systèmes naturels et humains

# LE CLIMAT CHANGE. L'AGRICULTURE DOIT CHANGER AVEC

Même si la production alimentaire est la principale victime potentielle du changement climatique, grâce à l'adaptation et de l'atténuation, l'agriculture durable est capable de répondre à des événements météorologiques extrêmes.

Le changement climatique a de graves conséquences sur la diversité des formes de vie comme sur le bien-être des personnes. Les océans se réchauffent. L'augmentation du niveau de la mer crée une menace existentielle pour des dizaines de petits États insulaires. L'approvisionnement en eau douce et les cultures se voient menacés par des sécheresses plus longues, plus intenses, aux dépens des efforts déployés pour nourrir une population mondiale croissante.

Si l'on n'intervient pas, le changement climatique compromettra gravement la production d'aliments dans des pays et des régions déjà victimes d'une grande insécurité alimentaire. La disponibilité alimentaire pâtira de la moindre productivité des cultures, de l'élevage et de la pêche; l'accès à la nourriture se ressentira des difficultés des millions d'habitants des campagnes dont les revenus dépendent de l'agriculture. Les pauvres des campagnes comme des villes feront les frais de la montée et de la volatilité des prix. Au final, c'est

l'accomplissement même des ODD qui risque d'être compromis.

L'agriculture a un rôle majeur à jouer dans la réponse au changement climatique. La FAO aide actuellement les pays à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique par l'intermédiaire de programmes et projets de recherche visant à adapter la production des petits exploitants et à renforcer la résilience des moyens d'existence des populations rurales.

Lancée dans le cadre de la COP 23 en 2017, et devant dresser son bilan à la COP 26 de 2020, l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture constitue un modèle de transformation d'une prise de conscience en feuille de route. Avec le soutien technique de la FAO, Koronivia examine les moyens d'adapter les secteurs de l'agriculture, de mieux gérer l'élevage, les sols, l'eau et les engrais verts, et de prendre en considération l'impact du changement climatique sur les aspects socio-économiques et la sécurité alimentaire en agriculture.

## RÉSISTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette dernière dizaine d'années, le secteur de l'agriculture a absorbé au moins 25 pour cent du total des dommages et des pertes causés par la sécheresse et les inondations, tempêtes et autres phénomènes climatiques extrêmes. Ceux qui souffrent aujourd'hui le plus sont ceux qui ont le moins contribué au changement climatique. Les agriculteurs, pasteurs, pêcheurs et forestiers communautaires, qui dépendent d'activités intimement et inextricablement liées au climat, ont besoin d'accéder à des technologies, des marchés, des informations et un financement leur permettant d'adapter leurs systèmes et pratiques de production.



## THAÏLANDE

Les zones humides de Bung Boraphet constituent à la fois une grande réserve de biodiversité et une ressource essentielle pour la pêche et l'aquaculture.  
©FAO/A.K. Kimoto

À travers la promotion de pratiques comme l'agroécologie, qui permet aux producteurs de prospérer malgré le changement climatique, la FAO aide les États à élaborer leurs plans nationaux en matière de climat, en identifiant des solutions d'adaptation et des options d'atténuation pour créer systèmes et secteurs de production alimentaire résilients.

## FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

Investir dans les secteurs agricoles, notamment à travers le financement public et privé des activités relatives au climat, c'est se donner la chance de transformer ces secteurs en profondeur. En décembre 2015, lors de la Conférence sur le climat de la CCNUCC (COP21), les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN), qui constituaient la base des négociations, ont contribué à la constitution de l'Accord de Paris. En 2016, lors de la COP22, ces CPDN sont devenues des feuilles de route de contributions déterminées au niveau national (CDN) destinées à l'accomplissement de l'Accord de Paris. Les secteurs de l'agriculture occupent une place prépondérante parmi les quelque 161 CPDN et 22 CDN soumises à la CCNUCC par 189 pays le 29 juillet 2016. La FAO a une longue expérience de conseil aux gouvernements en matière d'investissements publics dans l'agriculture. Elle collabore avec des institutions financières nationales ou globales pour concevoir et mettre en œuvre des projets rentables et de grand impact.



# CONTRE VENTS ET MARÉES: LE DÉFI DE LA RÉSILIENCE

## CONFLITS ET CRISES PROLONGÉES

Accentués par les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles, les conflits provoquent des crises de plus en plus prolongées, perturbent la production agricole et aggravent l'insécurité alimentaire. À la mi-2019, quelque deux tiers de la population du Yémen ou du Soudan du Sud dépendaient de l'aide alimentaire internationale pour survivre. En Syrie, dans le nord-est du Nigéria et ailleurs, nombreux encore sont ceux qui vivent au quotidien sous l'emprise ou la menace de la faim. À la mi-2018, le Conseil de sécurité des Nations Unies a ouvert de nouveaux horizons en adoptant la Résolution 2417, qui reconnaît explicitement le lien entre les conflits et la faim.

La crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 a clairement démontré que la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les phénomènes climatiques sont des problèmes d'envergure mondiale, avec des conséquences économiques et politiques.

La récurrence des catastrophes et des crises mine les efforts des pays pour éliminer la pauvreté, la faim et la malnutrition, et parvenir à un développement durable. Les personnes qui dépendent de l'agriculture, de l'élevage, des forêts ou de la pêche pour se nourrir et obtenir des revenus, à savoir environ un tiers de la population mondiale, sont les plus exposées aux sécheresses, inondations, tremblements de terre, conflits, maladies épidémiques et perturbations du marché.

En aidant les pays à renforcer leurs systèmes d'alerte précoce et d'atténuation des risques, la FAO vise à améliorer la capacité des ménages, des communautés et des institutions à prévenir et faire face aux menaces et aux catastrophes qui pèsent sur l'agriculture, mais aussi à permettre aux plus vulnérables, à

savoir les pauvres des campagnes, d'être prêts à réagir en cas d'urgence.

## METTRE FIN AUX PRINCIPALES CAUSES DE LA MIGRATION DE DÉTRESSE

À travers les âges, les gens se sont toujours déplacés à l'intérieur de leurs terres et au-delà. Une migration sûre et régulière contribue au développement durable, à la croissance économique et à la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, on assiste de plus en plus clairement à une migration de détresse, qui s'accompagne de défis d'une grande complexité. Depuis la Seconde Guerre mondiale, jamais autant d'hommes et de femmes n'avaient été forcés de fuir leurs foyers à cause de situations de conflit et d'instabilité politique. Mais la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le chômage, le changement climatique

## ÎLES COOK

Heather Topou dans sa  
ferme, à Rarotonga.  
©FAO/Sue Price



et la dégradation de l'environnement font également partie des principales causes de migration massive.

Le développement rural peut corriger les facteurs qui conduisent les gens à se déplacer, en créant des opportunités et des emplois pour les jeunes dans des domaines autres que le simple travail de la terre, notamment dans le cadre de petites exploitations laitières ou avicoles, ou encore dans les secteurs de la transformation alimentaire ou de l'horticulture. L'affectation de ressources au secteur rural peut également renforcer la sécurité alimentaire, la résilience des moyens d'existence ou l'accès à la protection sociale, mais aussi réduire les conflits liés aux ressources naturelles et apporter des solutions à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

# SE MAINTENIR À FLOT: LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Géographiquement isolés, dépendants des importations et en proie à des régimes climatiques extrêmes, les petits États insulaires en développement (PEID) ont en commun des vulnérabilités spécifiques qui les placent face à un ensemble complexe de défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les coûts élevés de l'énergie, des infrastructures, du transport et des communications limitent les possibilités de croissance du secteur privé, nécessaires pour stimuler la production alimentaire intérieure. Le résultat est une crise sanitaire imminente, qui voit de nombreux PEID en proie au « triple fardeau » de la malnutrition: sous-nutrition, carences en micronutriments et obésité.

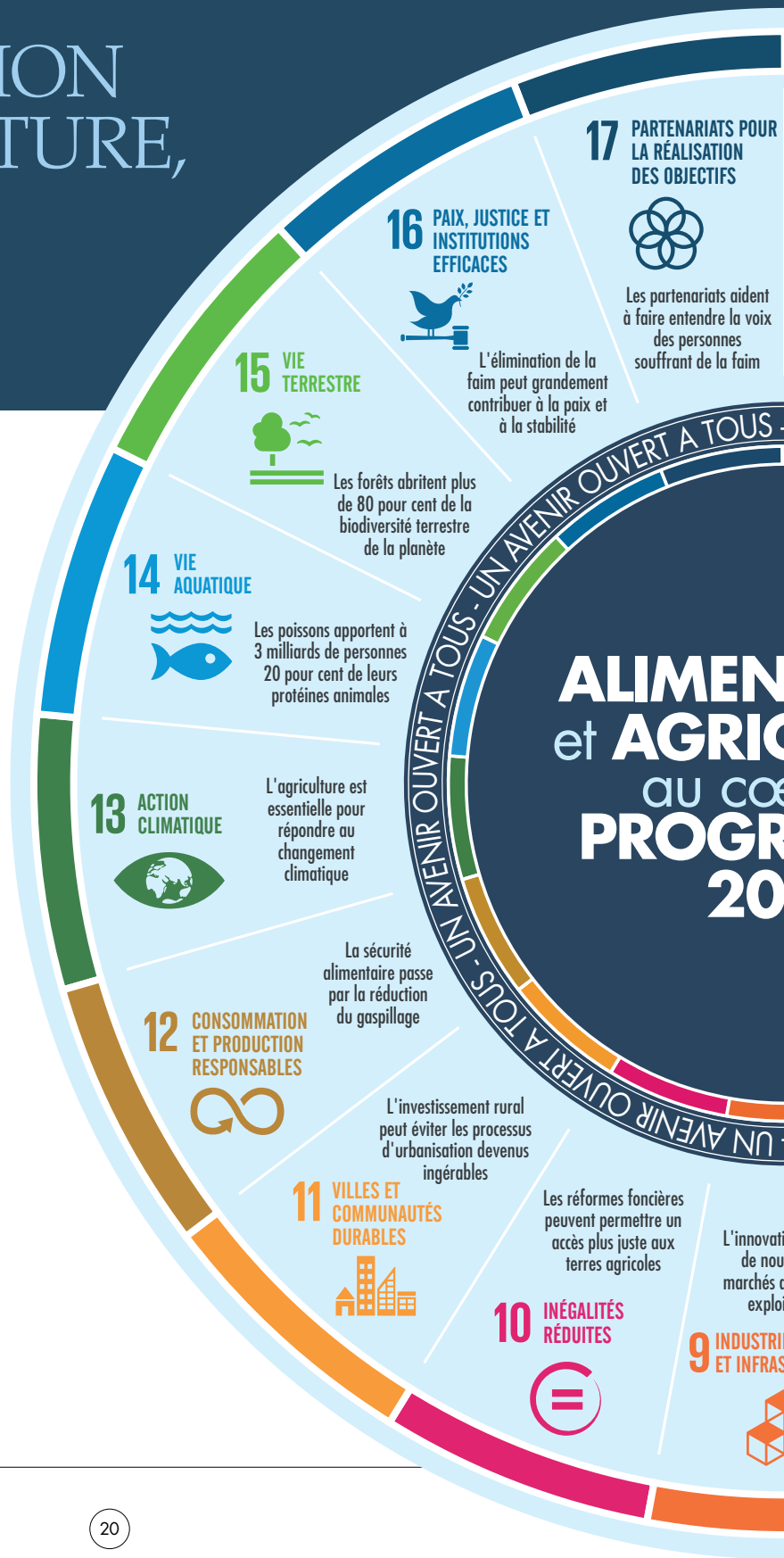
En mai 2019, au Forum des Îles du Pacifique, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré: «Nous avons les schémas, les cadres et les plans. Mais ce dont nous avons besoin de toute urgence, c'est la volonté politique et l'ambition». Répondant à l'invitation des 52 petits États insulaires en développement dans le cadre de leurs modalités d'action accélérées, ou Orientations de SAMOA, la FAO a mis au point un Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (en anglais, GAP) en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies.

Le GAP a pour objectif de créer des environnements favorables à la sécurité alimentaire et à la nutrition, de transformer les systèmes alimentaires pour renforcer leur prise en compte de la nutrition, leur résilience et leur durabilité, et de permettre aux populations et aux communautés de mener une vie plus saine et plus productive.

# L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ÇA COMPTE

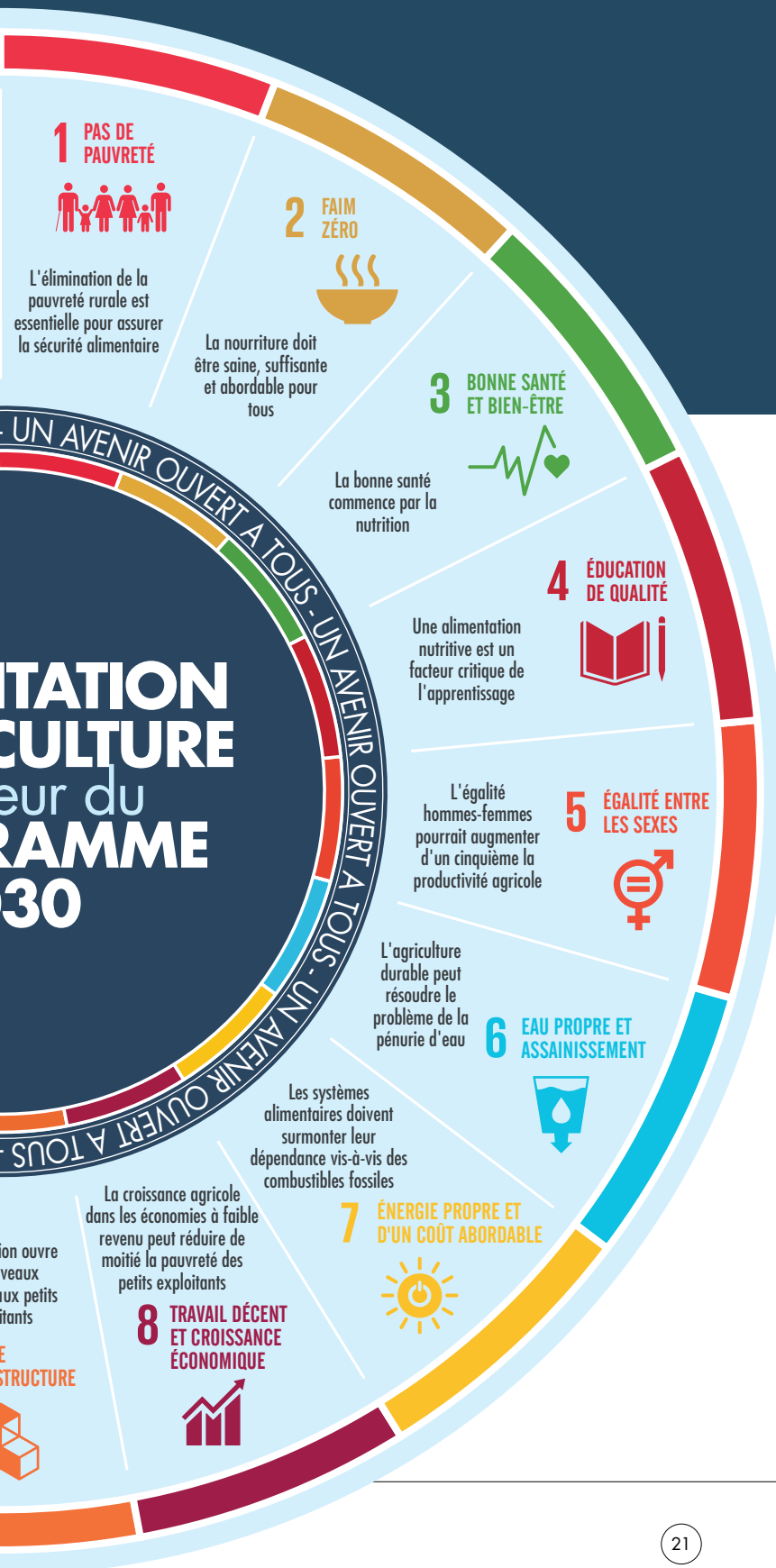
Réaffirmant le principe de ne laisser personne pour compte, et guidée par la mise en œuvre de partenariats et le devoir d'obligation redditionnelle, la FAO, s'appuyant sur le Programme 2030, définit les priorités suivantes:

- ▶ Mettre un terme à la pauvreté, à la faim et à toutes les formes de malnutrition
- ▶ Encourager le développement durable dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et des forêts
- ▶ Répondre au changement climatique et créer des communautés résilientes





# LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



**OBJECTIF 1** Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

**OBJECTIF 2** Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

**OBJECTIF 3** Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges

**OBJECTIF 4** Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

**OBJECTIF 5** Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

**OBJECTIF 6** Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

**OBJECTIF 7** Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

**OBJECTIF 8** Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

**OBJECTIF 9** Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

**OBJECTIF 10** Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

**OBJECTIF 11** Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

**OBJECTIF 12** Établir des modes de consommation et de production durables

**OBJECTIF 13** Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

**OBJECTIF 14** Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

**OBJECTIF 15** Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres

**OBJECTIF 16** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable

**OBJECTIF 17** Partenariats pour la réalisation des objectifs

# S'UNIR POUR LES ODD

**Le renforcement des partenariats stratégiques avec des acteurs non gouvernementaux est une priorité majeure de la FAO, pour aider les pays à mobiliser des ressources et à mettre en œuvre les ODD.**

La logique du Programme 2030 est claire: si nous ne travaillons pas ensemble, nous avons peu de chances d'atteindre les ODD. L'ODD 17, sorte de «guide pratique», fournit un cadre pour le partage des savoir-faire, des ressources et des investissements, ainsi que pour la promotion des bonnes pratiques et d'une participation inclusive.

## PRINCIPAUX PARTENARIATS MULTIPARTITES

La FAO participe, voire dirige, héberge ou assume souvent le secrétariat technique d'importantes alliances multipartites et entre organismes, comme le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, ONU-Énergie, ONU-Eau et ONU-Océans.

Les partenariats avec les ONG, les organisations de producteurs, les coopératives, les parlements et le secteur privé sont la pierre angulaire de la mission de la FAO visant à créer un consensus pour un monde libéré de la faim.

## COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Largement reconnu comme un modèle d'approche en matière d'engagement multipartite, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), hébergé par la FAO, est la principale plateforme inclusive internationale et intergouvernementale qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA rassemble des représentants de la société civile et des coopératives, du secteur privé et des entreprises, des institutions scientifiques et universitaires, ainsi que des bailleurs et des fondations philanthropiques, pour débattre de la politique aux côtés des représentants des gouvernements, qui sont ceux qui prennent les décisions finales.

Dirigé par un secrétariat commun associant la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), le CSA aide les pays à mettre en œuvre les produits négociés des politiques intersectorielles. Parmi les principaux

Les cibles concernant les moyens de mise en œuvre figurent dans chacun des ODD, ainsi que dans l'ODD 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser), où elles sont séparées en sections sur la finance, la technologie, le renforcement des capacités, les questions commerciales et systémiques. Le Programme d'action d'Addis-Abeba, de juin 2015, sur le financement du développement, fait partie intégrante du Programme 2030.

**POUR ATTEINDRE  
17 OBJECTIFS ET  
169 CIBLES D'ICI À  
SEULEMENT DIX  
ANS, IL FAUT  
APPELER TOUTES  
LES PARTIES  
PRENANTES DU  
DÉVELOPPEMENT  
À DÉPLOYER TOUS  
LEURS EFFORTS ET  
LEURS  
CONNAISSANCES**



## NIGER

Troupeau de chèvres dans la région de Zinder. Des centaines de milliers d'agriculteurs familiaux, de femmes et de jeunes ont bénéficié du Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF), créé par la FAO.  
©FAO/Andrew Esiebo

produits mis en œuvre ces dernières années figurent les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, à la pêche et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

## UNIVERSITÉS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE

La FAO coopère avec plus de 60 institutions reconnues dans le monde entier en vue de mettre en œuvre des projets communs, de préparer des manuels techniques et de dispenser des cours fondés sur son savoir. Parmi ces institutions figurent Agrinatura, l'Université A&M du Texas, RUFORUM, l'Université de Rome III et l'Université de Wageningen.

## ORGANISATIONS D'AGRICULTEURS ET ONG

Par leurs compétences techniques, leur caractère représentatif des

personnes qui souffrent de la faim et des pauvres, ainsi que par leur présence croissante sur le terrain, les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la faim. La FAO a établi des partenariats avec 32 organisations de la société civile et 7 coopératives, notamment La Via Campesina, Consumers International, SEWA et Slow Food.

## SECTEUR PRIVÉ

L'Organisation a constitué des partenariats stratégiques avec plus de 50 entreprises, sociétés et organisations privées en faveur de la lutte contre la faim en vue de renforcer les investissements dans l'agriculture, d'encourager l'esprit d'entreprise et d'améliorer la diffusion des connaissances. Parmi ces partenaires se trouvent Rabobank Foundation, ENI et Telefónica.

## ALLIANCES PARLEMENTAIRES

La FAO collabore avec 40 alliances parlementaires régionales, sous-régionales et nationales s'employant à garantir le droit à l'alimentation pour tous,

notamment par la promulgation de lois, l'organisation de débats politiques, l'approbation de budgets et la mise en œuvre de processus adéquats visant à faire respecter l'obligation redditionnelle.

## PARTENAIRES FOURNISSEURS DE RESSOURCES

La FAO travaille avec des partenaires fournisseurs de ressources rattachés aux gouvernements nationaux, des organismes des Nations Unies, des partenaires fournisseurs de ressources institutionnels, des institutions de financement internationales, des organisations du secteur privé et des fondations, y compris le Fonds pour l'environnement mondial, la Banque mondiale et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires.

## COOPÉRATION SUD-SUD

Depuis plus de 20 ans, la FAO encourage, en collaboration avec près de 100 partenaires, le partage mutuel des connaissances, des bonnes pratiques, des politiques et des technologies entre les pays du Sud.



# SOUTIEN AUX POLITIQUES

Grâce à son vaste mandat couvrant plusieurs ODD, la FAO est en mesure d'aider les pays à créer un environnement favorable à la mise en œuvre du Programme 2030.

Les organismes spécialisés des Nations Unies qui associent savoir-faire en matière technique, de suivi et de politique sont bien placés pour aider les pays à élaborer des politiques fondées sur des éléments factuels, faciliter la constitution de partenariats destinés à transposer l'action à une plus grande échelle et promouvoir une participation multipartite pour garantir une meilleure prise en main des ODD. Fruits de l'expérience, du savoir-faire et des données recueillies, voici un bref aperçu des nombreux thèmes politiques abordés par la FAO avec ses partenaires.

## ACCÈS AU FINANCEMENT

Aide apportée aux gouvernements pour adapter les politiques et les cadres réglementaires en vue d'une inclusion financière en milieu rural; renforcement de l'innovation dans les secteurs financiers pour aider les populations rurales pauvres; et promotion de l'échange de connaissances et de la coopération.

## SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ET BIODIVERSITÉ

Convocation et accueil de forums internationaux et contribution à des négociations visant à renforcer les politiques sur les services écosystémiques et la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture.

## PARITÉ

Mise en œuvre prioritaire de mesures destinées à renforcer l'accès des femmes à la terre et aux autres ressources productives, à des emplois décents, aux débouchés commerciaux, à la protection sociale et aux services paysans.

## RÉSILIENCE AUX CRISES PROLONGÉES

Orientation en matière politique, création de partenariats et soutien de programmes visant à renforcer les moyens d'existence et les systèmes alimentaires et à atténuer l'exposition des communautés aux crises.

## RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ RURALE

Soutien des politiques fondées sur des éléments factuels et conception de programmes pour le développement rural, en vue de renforcer la capacité des organisations de producteurs et des institutions rurales, et augmentation des investissements dans les infrastructures rurales et les services en faveur des pauvres.

## PROTECTION SOCIALE

Actions destinées à intégrer la protection sociale dans les politiques nationales de développement rural, les stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et les plans d'investissement, ainsi qu'à aider les gouvernements à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des systèmes en faveur des populations rurales pauvres.

## AGRICULTURE DURABLE

Assistance politique visant à améliorer à la fois la productivité et la durabilité de l'agriculture, y compris la protection des cultures, la limitation de la pollution chimique, la gestion de la biodiversité et des services écosystémiques, et le renforcement des moyens d'existence.

## PÊCHE ARTISANALE DURABLE

Collaboration avec des gouvernements, organes des pêches et organisations artisanales pour mettre en œuvre les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, qui promeuvent une approche respectueuse des droits de l'homme dans des domaines comme la parité, l'emploi, le changement climatique, les risques de catastrophes et les échanges commerciaux.

## POLITIQUE COMMERCIALE

Analyses sur les conséquences possibles de politiques commerciales,

renforcement des capacités en vue d'améliorer la compréhension des règles internationales et de leurs implications, forums neutres favorisant le dialogue entre les Ministères du commerce et de l'agriculture, et soutien à la préparation de négociations commerciales et à la mise en œuvre d'accords.

### **RÉGIMES FONCIERS APPLICABLES AUX TERRES, À LA PÊCHE ET AUX FORÊTS**

Soutien d'initiatives dans plus de 47 pays visant à renforcer la sensibilisation, élaborer des stratégies, politiques, lois et programmes destinés à améliorer les systèmes fonciers après l'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, à la pêche et aux forêts.

### **DROIT À L'ALIMENTATION**

Collaboration avec les pays pour appliquer les Directives sur le droit à l'alimentation à travers le développement de méthodologies et d'outils d'analyse, le soutien porté à la formulation et à la mise en œuvre de politiques et de programmes par le renforcement des capacités, la promotion d'une gouvernance mondiale et régionale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et la constitution de partenariats avec différentes parties prenantes.

### **NUTRITION ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES**

En promouvant des normes et des cadres, la FAO plaide pour un changement politique contribuant à la mise en œuvre de régimes sains et de systèmes alimentaires durables, notamment à travers des réglementations sur la commercialisation et des incitations économiques.

### **PERTE ET GASPILLAGE DE NOURRITURE**

Offre d'assistance technique et de soutien politique aux pays de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la production à la distribution et au consommateur final, en passant par les pratiques après récolte, le stockage et la transformation.

### **RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE EN AGRICULTURE**

Amélioration de la gestion des risques dans tous les secteurs, intensification des systèmes d'information et d'alerte précoces, renforcement des institutions et des investissements agricoles, consolidation de la résilience, développement des capacités, préparation à la réponse et au redressement, et application du principe «reconstruire en mieux», le tout, en suivant les orientations du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

## **LES TRAVAUX DE LA FAO ONT LES OBJECTIFS SUIVANTS:**

- **FOURNIR DES CONSEILS SUR LA BASE D'ÉLÉMENTS FACTUELS ET SUR LES POLITIQUES POUR CONSTITUER DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DURABLES**
- **PROMOUVOIR DES DIRECTIVES, DES NORMES ET DE BONNES PRATIQUES**
- **FACILITER LE DIALOGUE POLITIQUE**
- **AIDER LES PAYS À CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE DES STRATÉGIES ET DES PROGRAMMES**
- **RENFORCER LA CAPACITÉ DES ACTEURS ET L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL**
- **MOBILISER DES RESSOURCES ET DES INVESTISSEMENTS**
- **ÉLARGIR LA GÉNÉRATION DE DONNÉES AU NIVEAU MONDIAL ET DES PAYS**
- **CONSTITUER DES PARTENARIATS ET DES ALLIANCES**

*Voici quelques exemples choisis.  
Pour en savoir plus sur le travail  
de la FAO dans le domaine des politiques,  
veuillez consulter  
<http://www.fao.org/policy-support/fr/>*

# RASSEMBLER LES FORCES AU NIVEAU DES PAYS

## ALBANIE

ODD **1 2 5 8**

Les progrès économiques récents de l'Albanie lui ont valu le statut de pays à revenu intermédiaire. Mais les nouvelles richesses se sont en grande partie concentrées dans les villes, et n'ont pas encore changé la vie de la population rurale du pays. Les femmes, notamment, doivent toujours faire face à un taux élevé de chômage de longue durée.

Dans le cadre de ses efforts de recherche et de promotion de possibilités pour les femmes rurales, la FAO a réalisé une évaluation de la parité hommes-femmes en Albanie. Les objectifs déclarés étaient de combler le «fossé entre les hommes et les femmes», d'améliorer les moyens d'existence dans les campagnes et de développer les zones rurales de manière durable. Parmi les recommandations – des possibilités de diversification pour les femmes comme l'implantation d'activités de marketing et de distribution dans le secteur apicole, la culture de la sauge, les huiles essentielles, les produits d'exportation, ou encore le développement d'une réponse à la demande croissante de produits d'épicerie fine et traditionnelle.

Les données collectées et l'analyse des chaînes de valeur et des

marchés servent à soutenir les initiatives d'autonomisation des femmes mises en œuvre par les décideurs et les organismes de développement internationaux.

## BANGLADESH

ODD **1 2 4 5 6 7 8 12 13 15**

Largement donné en exemple pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, le Bangladesh a publié son ambitieux programme Vision 2041, dont la vocation est d'aligner les plans nationaux à long terme et les plans quinquennaux sur les ODD. Le pays aura à s'adapter à des transformations rapides dans les flux commerciaux qui affectent le secteur agricole. Les politiques intersectorielles doivent s'orienter vers la création d'un secteur agricole moderne, à la fois très productif, résilient au climat et capable de gérer durablement les ressources naturelles.

La FAO travaille en étroite collaboration avec le gouvernement bangladais dans des domaines comme la résilience au climat, la nutrition, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, ou encore la pêche et l'élevage. L'objectif est l'élargissement des connaissances, le renforcement des capacités, et la réalisation de suivis et d'évaluations au fur et à mesure de la progression de Vision 2041.

La FAO transpose à plus grande échelle un large éventail de projets et programmes réussis auxquels elle a collaboré dans des dizaines de pays.

## ÉQUATEUR

ODD **1 2 13 15**

À l'échelon mondial, les filières agroalimentaires consomment près du tiers de l'énergie disponible, et ce, principalement dans les opérations après récolte et sous forme de combustibles fossiles. La FAO transpose à plus grande échelle un large éventail de projets et programmes réussis auxquels elle a collaboré dans des dizaines de pays. Le défi consiste à séparer le développement des filières agroalimentaires de l'utilisation des combustibles fossiles, sans toutefois compromettre la sécurité alimentaire. Le projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de la FAO dans la province centrale de Napo, en Équateur, a pour vocation de renforcer les chaînes de valeur du cacao pour soutenir les moyens d'existence locaux qui dépendent de cette culture.

La région de Napo se caractérise par des approches traditionnelles





telles que le chakra, un système agroforestier qui assure le maintien d'une agrobiodiversité et d'une efficacité écologique élevées. Avec le soutien de la FAO, la communauté autochtone Kichwa a constitué des partenariats avec le secteur privé pour exporter le cacao en grandes quantités sous la forme de barres de chocolat haut de gamme, de poudre de cacao fine et de liqueur.

Plus 1 000 familles d'agriculteurs bénéficient directement du projet. En 2017, cette initiative avait permis une fixation de carbone sous forme d'équivalent CO<sub>2</sub> de quelque 11 000 tonnes. Le taux régional de déforestation a été réduit de 15 pour cent.

## KIRGHIZISTAN

ODD **2 4 5 8**

En 2006, quinze ans après l'indépendance du Kirghizistan, la production aquacole s'élevait à seulement 71 000 tonnes, soit vingt fois moins qu'auparavant. Cette chute précipitée, dans un pays comptant près de 2 000 lacs, reflète la disparition des subventions de l'État soviétique défunt.

Grâce à un projet de 2,5 millions de dollars financé par la Finlande, la FAO a apporté son soutien à de petites exploitations aquacoles et piscicoles, sous forme de savoir-faire technique, d'équipements et

de matériaux de construction. La première unité a été inaugurée en 2016 dans la province la plus orientale du pays, Issyk-Koul, qui abrite le deuxième plus grand lac salé au monde. D'autres ont suivi dans d'autres provinces.

La FAO a également contribué à la création de dix associations de pêche dans les provinces d'Issyk-Koul, de Jalal-Abad, de Chui et de Naryn, et collaboré à l'élaboration d'un programme académique sur la pêche à l'Université nationale d'agriculture du Kirghizistan, ainsi qu'à une formation technique à l'attention des pisciculteurs. L'intégration de la parité hommes-femmes a été

# RASSEMBLER LES FORCES AU NIVEAU DES PAYS

fortement prise en compte, avec la constitution de plusieurs groupes par des femmes piscicultrices dans le cadre du projet.

## UGANDA

ODD **1 2 5 15**

Dans un pays qui abrite plus d'un million de réfugiés, les ressources naturelles sont soumises à une forte pression pour nourrir les nouveaux arrivants et les communautés d'accueil, ce qui entraîne un risque élevé de dégradation de l'environnement et de dommages économiques à long terme. Compte tenu de l'augmentation attendue du nombre de ces personnes et de la durée de leur séjour, il est indispensable d'effectuer une planification responsable de l'utilisation des forêts et des terres.

La FAO et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont évalué conjointement le potentiel de contribution des produits forestiers non ligneux (fruits sauvages, noix, champignons, légumes, graines, miel et insectes) à la nutrition et à la constitution de moyens d'existence durables. L'étude a révélé qu'il ne s'agissait pas «d'aliments de famine», puisqu'ils aident à renforcer la résilience d'une majorité écrasante de ménages hôtes.

Les résultats de l'étude suggèrent en outre qu'avec une planification adéquate, des chaînes de valeur basées sur le karité (*Vitellaria paradoxa*), *Tamarindus indica*, *Balanites aegyptiaca*, *Ximenia americana var caffra*, les insectes comestibles (*Ruspolia differens* et espèces *Macrotermes*) et le miel pourraient entièrement compenser les niveaux de la demande en bois, devenue insoutenable.

## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

ODD **1 2 3 9**

Parmi les rares mammifères vivant en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le cochon, qui est d'une grande importance culturelle et économique pour la population, constitue une source majeure de protéines animales. La consommation festive de ces animaux est associée à la plupart des grandes occasions, et la richesse d'un ménage se mesure souvent au nombre de têtes qu'il possède. Récemment encore pourtant, le potentiel d'exportation des cochons et du porc était largement négligé.

La FAO a collaboré avec le gouvernement provincial de Jiwaka à la conception d'une chaîne de blocs (ou registre distribué) permettant aux éleveurs porcins d'élargir leur activité au-delà des marchés locaux.

Le système est soutenu par une application mobile accessible sur des smartphones financés par le gouvernement: il crée un dossier immuable pour chaque animal, répertoriant son pedigree, ses vaccinations, son régime alimentaire et les médicaments qui lui ont été administrés, entre autres informations intéressant les consommateurs. Un tel historique numérique complet offre à l'acheteur une assurance de qualité et à l'agriculteur un retour sur investissement raisonnable.

Cette initiative pilote de chaîne de blocs vient s'ajouter à d'autres projets de la FAO dans le secteur de l'élevage en Papouasie-Nouvelle-Guinée, comme la formation en matière d'élevage ou encore les approches «Un monde, une santé», qui visent à éliminer l'utilisation d'antibiotiques humains chez les animaux. En effet, l'entrée de ceux-ci dans la chaîne alimentaire risque de créer de la résistance aux antibiotiques chez les consommateurs.

## PARAGUAY

ODD **1 2 13 15**

Au Paraguay, plus des deux tiers de la population en état d'extrême pauvreté travaillent à leur propre compte dans l'agriculture et des emplois sensibles au climat. La plupart de ces personnes





## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Étiquetage du bétail à Jiwaka. La technologie de la chaîne de blocs ouvre de nouveaux horizons aux éleveurs porcins locaux, et met en exergue les liens entre sécurité alimentaire et niveau d'éducation. ©FAO/Gerard Sylvester

appartiennent à des communautés autochtones habitant des régions reculées. Dépourvues de ressources et de droits de propriété, elles dépendent des ressources naturelles, comme le bois et le charbon de bois, pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

La FAO et le gouvernement du Paraguay ont lancé le projet Pauvreté, reboisement, énergie et changement climatique en vue d'améliorer la résilience des ménages pauvres et extrêmement pauvres au changement climatique. Il s'agit de contrer les risques par la protection sociale, complétée par des mesures de lutte contre la déforestation et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. L'ajout d'incitations financières et techniques au

programme de transferts de fonds sociaux du Paraguay (Tekoporã) encourage des pratiques agroforestières durables et un usage plus efficace de la biomasse comme source d'énergie domestique.

Le Fonds vert pour le climat a approuvé un financement de 90 millions d'USD pour améliorer les conditions de vie de quelque 17 000 familles extrêmement pauvres, soit plus de 87 000 personnes dans huit départements du Paraguay oriental.

## PHILIPPINES

ODD **2** **3** **4**

Les jardins communautaires jouent un rôle important dans

la promotion d'habitudes alimentaires saines, mais aussi dans la cohésion locale. Dans une région des Philippines, leur association avec des écoles a permis de mettre en exergue les liens entre sécurité alimentaire et niveau d'éducation.

Dans la province de Laguna, à environ 80 km de Manille, des jeunes ont transformé trois écoles et une friche en petits jardins. Grâce au partenariat entre la FAO et l'ONG Yakap Kalikasan, les élèves ont pu se rendre dans une ferme bio pour apprendre à semer et récolter des légumes, faire du compost, ou encore acquérir des techniques de jardinage vertical et des moyens de lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux.

Les élèves d'une des écoles cultivent désormais leurs propres laitues, concombres et haricots, et emploient la fleur de souci comme insectifuge naturel.

Dans une autre école, les haricots verts, le gombo, l'aubergine et la laitue chinoise complètent les repas de la cantine. Dans de nombreux pays en développement, on a pu voir que l'accès aux repas nutritifs augmente la présence en classe, améliore le parcours scolaire et élargit, au final, les perspectives d'avenir des élèves.



# RASSEMBLER LES FORCES AU NIVEAU DES PAYS

## RWANDA

ODD **2 9 13 15**

Le Rwanda cherche à transformer son agriculture en la faisant passer d'une activité de subsistance à un secteur fondé sur la connaissance. Son objectif est de doter les agriculteurs des compétences et du savoir-faire nécessaires pour devenir des acteurs actifs du marché et des exportateurs. Or, l'incertitude climatique, l'érosion des sols, l'inefficacité de certaines pratiques agricoles et le manque de coordination étaient autant de freins à la détermination du pays à s'orienter vers une croissance inclusive.

S'appuyant sur les principes de l'alimentation et de l'agriculture durables, la FAO a soutenu des efforts déployés à tous les niveaux, à savoir l'administration centrale, des districts et des communautés. Un groupe de travail intersectoriel a facilité le dialogue et les partenariats; une collaboration étroite avec les agriculteurs et les autorités locales a permis d'identifier les principaux obstacles au développement agricole durable; et la forte expansion des écoles pratiques d'agriculture, axées sur la production agricole durable et la restauration des paysages forestiers, a permis d'améliorer la résilience des communautés et des écosystèmes locaux.

## SÉNÉGAL

ODD **1 2 13 15**

La plupart des habitants pauvres des campagnes du Sénégal dépendent de l'agriculture de subsistance, de l'élevage et des cultures maraîchères pour se nourrir: autant de secteurs très sensibles au climat, gravement touchés par la diminution des précipitations et la dégradation de la fertilité des sols.

La FAO a établi des projets agro-sylvo-pastoraux visant à renforcer la capacité des communautés pastorales à réagir au changement climatique, tout en intégrant des mesures d'adaptation dans les programmes et les politiques nationaux existants.

Dans le cadre de ce projet, quelque 15 000 producteurs et 10 000 bergers, dont 40 pour cent de femmes et de jeunes, reçoivent une formation en matière de gestion durable des sols, de conservation de l'eau et d'utilisation appropriée des engrais et des pesticides pour améliorer la production alimentaire et augmenter les revenus. En plus du savoir-faire technique, le projet renforce l'autodétermination et la confiance nécessaires pour innover.

## ZIMBABWE

ODD **2 5 10 15**

Bien que les petits exploitants détiennent l'essentiel du bétail au Zimbabwe, leur contribution à l'alimentation et à la nutrition du pays et des ménages est traditionnellement limitée. Les lacunes en matière de recherche, d'intrants, de crédits et de services de marketing ont entraîné une productivité médiocre et des pertes.

Pour améliorer l'environnement réglementaire et institutionnel du Zimbabwe sur le terrain, la FAO a contribué à l'élaboration d'une politique nationale de l'élevage, qu'elle a soumise au Ministère des terres, de l'agriculture, de l'eau, du climat et de la réinstallation rurale en vue de son adoption. À cela s'ajoute la promotion de bonnes pratiques en matière d'élevage, le forage ou la réhabilitation de trous de forage, et la formation ou le renforcement des connaissances de centaines de groupes d'agriculteurs sur l'élevage, avec la participation d'un grand nombre de femmes.

Près de 40 formateurs ont été instruits à l'agriculture comme activité commerciale, ce qui a permis de dispenser une formation ultérieure à plus de 3 000 agriculteurs. Près de 150 kits vétérinaires ont été mis à disposition pour améliorer la santé et la productivité des animaux.

Voici quelques exemples.  
Pour en savoir plus sur le travail de la FAO  
au niveau des pays, veuillez consulter  
<http://www.fao.org/home/fr/>

## CISJORDANIE

ODD **2 3 6 9 16**

La pénurie d'eau, associée à une mauvaise gestion et à une sous-utilisation des ressources accessibles, a freiné la croissance agricole en Cisjordanie. Les chiffres du Ministère palestinien de l'agriculture suggèrent que jusqu'à 40 pour cent de l'eau pompée est perdue à cause de fuites de tuyaux. Les litiges entre agriculteurs voisins ont obligé certains d'entre eux à pomper les eaux usées pour irriguer leurs cultures.

La FAO a remis en état 32 systèmes d'alimentation en eau dans le village d'Ann-Nassariya, renforçant ainsi l'efficacité de pas moins de 150 km de canalisations. Les pertes dues aux fuites ont cessé. Le fait de limiter l'utilisation d'eaux usées non traitées a amélioré la sécurité alimentaire. Les agriculteurs ayant vu leurs champs prospérer, il s'est produit une nette réduction des tensions sociales liées à l'eau. Un agriculteur a déclaré avoir ajouté trois vergers et étendu ses cultures à des raisins sans pépins. Le revenu de sa ferme a ainsi augmenté de moitié, avec un bénéfice net de 3 000 USD par hectare.

## ACTION MULTI-PAYS

ODD **1 2**

La surveillance des niveaux de faim et des risques de famine, la communication aux parties prenantes et la création d'un consensus technique sur la gravité de l'insécurité alimentaire sont essentielles, surtout en cas de crise. Avec 15 partenaires, la FAO promeut une approche commune pour l'analyse de la sécurité alimentaire à travers le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). L'IPC est un ensemble d'outils utilisés dans plus de 30 pays pour générer des informations sur la gravité et les causes des crises alimentaires et nutritionnelles, ainsi que sur l'insécurité alimentaire persistante.

Dans le même temps, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO surveille en permanence l'offre et la demande de produits alimentaires au niveau national, entre autres indicateurs clés. Il publie des rapports sur les conditions en cours et déclenche des alertes précoces en cas de crise alimentaire imminente. Le système Alerte et intervention précoces (AIP) de la FAO traduit les alertes en mesures préventives visant à réduire l'impact des catastrophes.

## ACTION MULTI-PAYS

ODD **2 13 15**

La conservation de la faune est essentielle à la préservation de la biodiversité et de la sécurité alimentaire, notamment pour les populations les plus pauvres et les plus marginalisées, dont beaucoup vivent dans des habitats menacés. La chasse doit être maintenue à des niveaux durables, les espèces en voie de disparition doivent être protégées, et le rôle essentiel des animaux sauvages sur les écosystèmes dans les forêts et la savane doit être préservé. La FAO a collaboré avec des partenaires en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique (Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guyane, Madagascar, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal, Soudan, Tchad, Zambie et Zimbabwe) pour contribuer à la conservation de la faune sauvage et utiliser celle-ci de manière durable, ainsi que pour renforcer la sécurité alimentaire des personnes dépendant de la viande de gibier.

Ce projet financé par l'UE, d'une durée de sept ans, devrait améliorer la réglementation de la chasse, accroître l'offre de produits carnés et de poissons d'élevage produits de manière durable, renforcer les capacités de gestion des communautés autochtones et rurales, et réduire la demande de viande de gibier, notamment dans les villes.

# SUIVRE LES AVANCÉES

Les ODD constituent la première initiative mondiale en matière de développement dirigée par les États membres. Ils définissent des repères précis que les pays doivent atteindre dans un délai déterminé, leur accomplissement étant contrôlé de façon périodique pour mesurer les progrès.

La disponibilité de nouveaux moyens efficaces pour la collecte des données, le suivi des objectifs et la mesure des progrès accomplis sera un facteur déterminant pour la réussite des ODD. En mars 2017, la Commission de statistique des Nations Unies a approuvé 230 indicateurs permettant de suivre les 169 cibles qui constituent les ODD. Ces indicateurs mondiaux aideront les pays à mesurer les progrès

## MESURER, C'EST RÉALISER

L'accroissement de la quantité et de la qualité des données ouvre la perspective de victoires plus décisives dans la bataille contre la pauvreté et la faim et pour un développement durable. En plus de la possibilité de juger des progrès accomplis, un suivi efficace fournit aux pays des informations essentielles sur les groupes de populations ou les régions où il faut concentrer les ressources. Les données peuvent aider à concrétiser les orientations de l'État et à dynamiser l'action commune, renforçant le sens du partage des objectifs et stimulant la participation populaire.

réalisés dans l'accomplissement des objectifs, à tirer des enseignements de leurs expériences et à identifier les domaines dans lesquels établir les priorités et allouer les ressources.

Le poids des indicateurs représente cependant un immense défi. Quatre fois plus nombreux que dans le cas des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les indicateurs doivent également être ventilés par sexe, par âge, par revenu, par région géographique et par profession afin de refléter le principe directeur du Programme 2030, consistant à ne laisser personne pour compte.

Même si les pays sont les principaux responsables de la collecte des données, les organismes internationaux peuvent les aider en renforçant leurs capacités et en veillant à ce que ces données soient comparables et regroupées aux niveaux subrégional, régional et mondial.

Reconnue pour son expérience et son savoir-faire dans l'élaboration de méthodes et de normes pour l'obtention de statistiques sur l'alimentation et l'agriculture, la FAO répond du suivi

EN TANT QU'ORGANISME RESPONSABLE, LA FAO:

- AIDE LES GOUVERNEMENTS À ÉTABLIR LES PRIORITÉS ET LES CIBLES AU NIVEAU NATIONAL
- ENCOURAGE L'ÉTABLISSEMENT D'ENVIRONNEMENTS INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES STABLES ET COHÉRENTS
- ENGAGE L'ENSEMBLE DES ACTEURS CONCERNÉS DANS LES PROCESSUS POLITIQUES ET LES DIALOGUES AU NIVEAU NATIONAL ET CONTRIBUE À LA CONSTITUTION DE PARTENARIATS INNOVANTS
- AIDE LES INSTITUTIONS STATISTIQUES NATIONALES À PRODUIRE DES INDICATEURS MONDIAUX ET NATIONAUX
- AIDE LES GOUVERNEMENTS À INFORMER SUR LES DÉFIS ET LES RÉSULTATS
- CONTRIBUE À LA MOBILISATION DE RESSOURCES POUR ÉTAYER LES EFFORTS NATIONAUX
- CONTRIBUE AU SUIVI ET À L'EXAMEN DES ODD AU NIVEAU MONDIAL

de 21 indicateurs répartis entre les ODD 2, 5, 6, 12, 14 et 15 et contribue à cinq autres, une augmentation significative par rapport aux quatre indicateurs dont l'Organisation était responsable dans le cadre des OMD.

Tout en développant des indicateurs susceptibles d'être ventilés et adoptés universellement, et de faire l'objet de rapports réguliers à moindre coût, la FAO est à la pointe des innovations en matière de collecte et de capture d'informations, met en place de nouveaux partenariats et investit dans de nouveaux équipements, allant des satellites d'observation de la Terre aux appareils mobiles en passant par les drones aériens.



# TABLEAU DES INDICATEURS DONT LA FAO EST GARANTE

	INDICATEUR	CAT.
2.1.1	Prévalence de la sous-alimentation	I
2.1.2	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES)	II
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	II
2.3.2	Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone	II
2.4.1	Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable	II
2.5.1	Nombre de ressources génétiques animales et végétales destinées à l'alimentation et à l'agriculture sécurisées dans des installations de conservation à moyen ou à long terme	I
2.5.2	Proportion des variétés et races locales considérées comme en danger, hors de danger ou exposées à un risque d'extinction de niveau non connu	I
2.a.1	Indice d'orientation agricole des dépenses publiques	I
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	II
5.a.1	a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit	II
5.a.2	Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres	II
6.4.1	Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau	II
6.4.2	Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles	I
12.3.1	Indice mondial des pertes alimentaires	II
14.4.1	Proportion de stocks de poissons dont le niveau est biologiquement viable	I
14.6.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	II
14.7.1	Proportion du PIB correspondant aux activités de pêche viables dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays	II
14.b.1	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs	II
15.1.1	Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre	I
15.2.1	Progrès vers la gestion durable des forêts	I
15.4.2	Indice de couvert végétal montagneux	I

## LA FAO EN TANT QU'ORGANISME CONTRIBUTEUR

1.4.2	Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation	ONU Habitat, Banque mondiale, FAO, Evidence and Data for Gender Equality (EDGE), ONU Femmes	II
1.5.2	Pertes économiques directement attribuables à des catastrophes par rapport au produit intérieur brut mondial (PIB)	SIPC, FAO, UNE	II
14.c.1	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	ONU-DOALOS, FAO, OIT, OMI, PNUE, ISA	III
15.3.1	Surface des terres dégradées, en proportion de la surface terrestre	CNULCD, FAO, PNUE	II
15.6.1	Nombre de pays ayant adopté des cadres législatifs, administratifs et opérationnels destinés à assurer un partage juste et équitable des bénéfices	CDB, FAO	I

Le contenu de ce tableau peut être sujet à changement, les indicateurs étant acceptés et modifiés par les pays.

# RÉFÉRENCES

## TRANSFORMER NOTRE MONDE:

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

[https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Resolution\\_A\\_RES\\_70\\_1\\_FR.pdf](https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Resolution_A_RES_70_1_FR.pdf)



## THE ADDIS ABABA ACTION AGENDA

of the Third International Conference on Financing for Development (Le Programme d'action d'Addis-Abeba émanant de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement) - en anglais

[www.un.org/esa/ffd/ffd3/](http://www.un.org/esa/ffd/ffd3/)



## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 2015

L'Accord de Paris sur le climat

[https://unfccc.int/sites/default/files/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf)



## RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES ET DE L'EXTÉRIEUR CHARGÉ DES INDICATEURS RELATIFS AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

<https://unstats.un.org/unsd/statcom/47th-session/documents/2016-2-SDGs-Rev1-f.pdf>



## THE FUTURE OF FOOD AND AGRICULTURE

Trends and challenges (L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture - Tendances et défis) - en anglais

[www.fao.org/3/a-i6583e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i6583e.pdf)



## CONSTRUIRE UNE VISION COMMUNE POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

Principes et approches

<http://www.fao.org/3/a-i3940f.pdf>



## LA FAO ET LES ODD

Des indicateurs de mesure pour suivre la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

<http://www.fao.org/3/a-i6919f.pdf>



## LA FAO ET L'ODD 14

Des océans sains en faveur de la sécurité alimentaire, la nutrition et les communautés résilientes

<http://www.fao.org/3/a-i7298f.pdf>



## L'ACTION DE LA FAO FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

<http://www.fao.org/3/CA2607FR/ca2607fr.pdf>



## AGRICULTURE DURABLE ET BIODIVERSITÉ

Des liens inextricables

<http://www.fao.org/3/a-i6602f.pdf>



## L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Clés pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030

<http://www.fao.org/3/a-i5499f.pdf>



## SITE WEB DES ODD DE LA FAO

<http://www.fao.org/sustainable-development-goals/fr/>



## AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES MOYENS DE SUBSISTANCE

<http://www.fao.org/3/ca3922fr/ca3922fr.pdf>



## TRANSFORMER L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE POUR RÉALISER LES ODD

20 actions  
interconnectées pour  
orienter les décideurs

<http://www.fao.org/3/i9900fr/i9900fr.pdf>



## FAO'S WORK ON AGRICULTURAL INNOVATION

Sowing the seeds of  
transformation to achieve the  
SDGs (Le travail de la FAO  
sur l'innovation agricole -  
Promouvoir la transformation  
pour atteindre les ODD) -  
en anglais

[www.fao.org/3/CA2460EN/CA2460en.pdf](http://www.fao.org/3/CA2460EN/CA2460en.pdf)



## FAO'S ROLE IN HUMANITARIAN CONTEXTS

(Le rôle de la FAO dans  
les contextes  
humanitaires) -  
en anglais

<http://www.fao.org/3/i8497en/i8497en.pdf>



## THE STATE OF THE WORLD'S BIODIVERSITY FOR FOOD AND AGRICULTURE

(L'état de la biodiversité  
pour l'alimentation et  
l'agriculture dans le  
monde) - en anglais  
[www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf](http://www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf)



## LA BIODIVERSITÉ AU SERVICE DE L'AGRICULTURE DURABLE

Le travail de la FAO dans le  
domaine de la biodiversité  
au service de l'alimentation  
et de l'agriculture

<http://www.fao.org/3/CA2227fr/CA2227fr.pdf>



## SAVING LIVELIHOODS SAVES LIVES

(Sauver des moyens  
d'existence pour sauver  
des vies) - en anglais  
[www.fao.org/3/CA4588EN/CA4588EN.pdf](http://www.fao.org/3/CA4588EN/CA4588EN.pdf)



## LA SITUATION MONDIALE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE 2018

<http://www.fao.org/documents/card/fr/c/i9540FR>



## LE TRAVAIL DE LA FAO EN FAVEUR DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Transformer les systèmes  
alimentaires, soutenir les  
petits États insulaires

[www.fao.org/3/ca5170fr/ca5170fr.pdf](http://www.fao.org/3/ca5170fr/ca5170fr.pdf)



## LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 2018

Migrations, agriculture et  
développement rural

<http://www.fao.org/3/i9549fr/i9549fr.pdf>



## LA SITUATION DES FORÊTS DU MONDE 2018

Les forêts au service du  
développement durable

<http://www.fao.org/3/i9535FR/i9535fr.pdf>



## L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2019

Se prémunir contre les  
ralentissements et les  
fléchissements économiques

<http://www.fao.org/documents/card/en/c/CA5162fr>





# TRANSFORMER LE MONDE À TRAVERS L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

La FAO et le Programme de développement durable à l'horizon 2030



Le combat contre la faim s'essouffle. Même en contexte d'abondance, la malnutrition, sous la forme d'une alimentation inadéquate et monotone, provoque une explosion de l'obésité qui nuit gravement à la santé publique. Fragilisée par la variabilité climatique extrême et des conflits prolongés, la planète se voit saigner de sa biodiversité alors même qu'il lui faut nourrir toujours plus d'individus.

Associée à une tenace inertie politique, l'accumulation de ces vulnérabilités menace de compromettre les avancées vers la réalisation des ODD. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons agir pour assurer la pérennité de notre monde et

garantir la durabilité dans les faits. La solution viendra, partiellement du moins, d'une réelle volonté de transformer de fond en comble les systèmes alimentaires et l'agriculture; de ne pas sacrifier l'environnement dans le désir d'assurer un repas à tous et à toutes; d'investir dans les populations rurales et les petites exploitations familiales, qui produisent l'essentiel de notre alimentation; et de ne laisser personne pour compte, tirant parti – au contraire – du potentiel de chacun.

Le Programme 2030 est encore à notre portée, bien que de justesse. Le consensus historique qui l'a vu naître doit à présent être doublé d'une véritable détermination politique à le faire aboutir.

Travaillons pour **#FaimZéro**